



Communiqué de presse en collaboration avec la FIMARC

Journée Mondiale de l'Alimentation 2017

“Changeons l’avenir des migrations. Investissons dans la sécurité alimentaire et le développement rural”

La Journée Mondiale de l'Alimentation est une journée d'action contre la faim.

A l'occasion de cette Journée Mondiale de l'Alimentation, le Cercle des ONG en appelle, avec la FAO, aux pays et aux décideurs pour répondre au fléau de la faim en investissant dans **des systèmes d'alimentation durable et dans le développement rural**.

Le monde est en mouvement. La recrudescence des conflits et l'instabilité politique ont généré un nombre sans précédent de personnes déracinées depuis la deuxième Guerre mondiale. Mais la faim, la pauvreté et la fréquence accrue des phénomènes météorologiques liés au réchauffement de la planète sont d'autres facteurs importants à prendre en compte.

Les déplacements massifs de population constituent aujourd'hui des défis complexes qui exigent une action à l'échelle mondiale. De nombreux migrants arrivent dans les pays en développement, et sont à l'origine de tensions là où les ressources sont déjà limitées. Mais la majorité (763 millions environ), se déplacent à l'intérieur de leur propre pays plutôt qu'à travers les frontières.

Les trois quarts des populations vivant dans une pauvreté extrême dépendent pour vivre de l'agriculture ou d'autres activités rurales. Créer les conditions pour permettre aux ruraux, et notamment aux jeunes, de rester sur place -lorsque le contexte sécuritaire le permet- et de disposer de moyens d'existence plus résilients, est un aspect crucial de tout plan visant à relever les enjeux de la migration.

Le développement rural peut permettre aux personnes de rester sur place en créant des opportunités commerciales et des emplois pour les jeunes qui ne soient pas seulement basés sur l'agriculture, comme, par exemple, la petite production laitière ou avicole, les entreprises de transformation des aliments ou d'horticulture. Il peut également favoriser une meilleure sécurité alimentaire, des moyens de subsistance plus résilients, un meilleur accès à la protection sociale, une diminution des conflits liés aux ressources naturelles, et des solutions pour faire face à la dégradation de l'environnement et au changement climatique.

En investissant dans le développement rural, la communauté internationale peut également exploiter le potentiel des migrations pour soutenir le développement et renforcer la résilience des populations déplacées et des communautés d'accueil, jetant ainsi les bases d'une croissance inclusive et durable.

La migration fait partie du processus de développement : à mesure que les économies sont soumises à des transformations structurelles, les citoyens partent en quête de meilleures opportunités d'emploi, à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières. La difficulté tient à traiter les causes structurelles des mouvements massifs de population pour régulariser et ordonner les flux migratoires en toute sécurité.

Quelques faits et chiffres (Selon la FAO)

En 2015, le monde comptait **244 millions de migrants** internationaux, soit 40 pour cent de plus qu'en 2000.

Les personnes déplacées à l'intérieur des frontières nationales étaient estimées à **763 millions** en 2013, ce qui veut dire que le nombre de migrants internes est supérieur à celui de migrants internationaux.

Environ **un tiers** de tous les migrants internationaux est âgé de 15 à 34 ans et près de la moitié sont des femmes.

En 2015, les migrants ont transféré plus de **600 milliards de dollars** de fonds vers leurs pays d'origine. Sur ce total, les pays en développement ont reçu quelque 441 milliards de dollars, soit quasiment trois fois le montant de l'aide publique au développement.

Une grande partie des migrants vient des zones rurales où plus de **75 pour cent** des personnes victimes d'insécurité alimentaire dépendent de l'agriculture et des ressources naturelles pour vivre.

En 2015, le monde comptait **65,3 millions de personnes** déracinées par les conflits et les persécutions: plus de 21 millions étaient des réfugiés, 3 millions des demandeurs d'asile et plus de 40 millions des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

Un quart de tous les réfugiés du monde sont concentrés dans trois pays d'accueil: la Turquie, le Pakistan et le Liban.

En 2015, **les catastrophes naturelles ont déplacé plus de 19 millions de personnes**. Entre 2008 et 2015, les personnes déplacées par les catastrophes climatiques ou météorologiques s'élevaient en moyenne à 26,4 millions par an.

A L'ORIGINE DE LA MIGRATION RURALE

Les causes profondes de la décision des personnes de quitter les zones rurales sont les suivantes :

- **L'insécurité alimentaire et la pauvreté rurale : plus de 75 % des pauvres et subissant l'insécurité alimentaire au monde vivent en milieu rural.** Ils dépendent principalement de la production agricole pour leur subsistance. Les pauvres des zones rurales et surtout les petits paysans, font face à des difficultés considérables pour accéder au crédit, aux services, aux technologies et à des marchés qui leur permettrait d'améliorer la productivité de leurs ressources naturelles et de leur travail.

- Le manque d'emplois et d'opportunités pour générer des revenus : la plupart des emplois dans le secteur agricole sont associés à des revenus faibles et instables, une mauvaise sécurité et de piètres conditions de santé, des inégalités entre les sexes en matière de salaire et d'opportunités de travail. S'y ajoutent l'accès restreint à la formation, aux finances, aux services de vulgarisation et de transformations des produits.

- **L'inégalité entre les zones urbaines et les zones rurales** : les zones rurales manquent de possibilités d'emploi et d'amélioration dans l'accès à la santé, à l'éducation et aux services de base.

- Un accès limité à la protection sociale : environ 73 % de la population mondiale n'a pas un accès adéquat à la protection sociale. La majorité vit dans les zones rurales des pays en développement, où la population rencontre des difficultés dans la gestion des risques sociaux, économiques et environnementaux.

- Le changement climatique : les petits paysans, les artisans-pêcheurs, les collectivités tributaires des forêts et les pastoralistes sont plus durement touchés par les conditions météorologiques associées à des catastrophes, qui augmentent en fréquence et en intensité. Les sécheresses et la volatilité des

prix alimentaires augmentent la pauvreté et la faim, d'où la nécessité de trouver des options viables ailleurs ;

- L'épuisement des ressources naturelles en raison de la dégradation de l'environnement et du changement climatique : **la dégradation des terres et la désertification affectent environ un tiers des terres agricoles et environ 1,5 milliards de personnes dans le monde**, sape la productivité des agriculteurs et rend difficile leur résilience. Le changement climatique et l'utilisation de techniques agricoles inappropriées exacerbent ces défis.

LE POTENTIEL DE L'AGRICULTURE FAMILIALE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL

L'agriculture et le développement rural peuvent apporter une contribution significative. Intensifier le soutien aux petits exploitants familiaux, créer des moyens de subsistance alternatifs et durables dans les zones rurales, avec un accent particulier sur les femmes et les jeunes, sont fondamentaux pour aborder les causes profondes de la migration rurale. Cela nécessite :

- Des **politiques publiques ciblant les petites exploitations familiales rurales** et promouvant l'adoption de pratiques agricoles durables ;
- La diversification d'activités en dehors de la ferme, des services ruraux efficaces et des investissements dans une transformation de produits pour de la valeur ajoutée ;
- Une éducation rurale et une formation professionnelle qui correspondent aux besoins du marché du travail ;
- **Des pratiques agricoles durables pour limiter l'impact du changement climatique**, promouvant une gestion rationnelle des ressources naturelles et augmentant la productivité ;
- Des systèmes de protection sociale inclusive qui couvrent les populations rurales et un accès aux financements dans les zones rurales, en particulier pour les femmes et les jeunes.

Les pays doivent investir dans les petites exploitations agricoles et dans la production alimentaire durable, mais aussi dans le développement rural durable. En renforçant la capacité d'adaptation des petits paysans, nous pouvons garantir la sécurité alimentaire de la population mondiale souffrant de sous-nutrition.